

## 5.4 Revenus des ménages

En 2010, le **pouvoir d'achat** des ménages ralentit malgré le redémarrage des revenus d'activité, car les prix repartent à la hausse. En effet, si le **revenu disponible brut des ménages (RDB)** accélère à +2,0 % en valeur après +0,6 % en 2009, le prix de la dépense de consommation finale progresse de 1,2 % après un recul de -0,6 %, si bien que le pouvoir d'achat du revenu disponible brut ralentit. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat ramené au niveau individuel, c'est-à-dire par **unité de consommation**, stagne en 2010 (+0,1 %) après une progression de +0,6 % en 2009. L'accélération du revenu disponible des ménages de 1,4 point en valeur est largement imputable au redémarrage des revenus d'activité et à la stabilisation des revenus du patrimoine après leur chute en 2009. En revanche, le rebond des impôts directs ainsi que le ralentissement des **prestations sociales** atténuent cette accélération (l'effet est respectivement de -0,9 point et de -0,6 point).

La masse salariale nette reçue par les ménages redémarre (+2,0 % après +0,2 %) grâce à la stabilisation de l'emploi, et le revenu mixte des entrepreneurs individuels rebondit avec la reprise (+1,6 % après -5,7 %). La rémunération des placements des ménages (comptes courants et sur livrets) avait nettement baissé en 2009 avec la franche décline des taux d'intérêt de marché. En 2010, l'évolution est moins défavorable, du fait d'une moindre baisse des taux. Les revenus du patrimoine bé-

néficient en outre d'un rebond des revenus de la propriété attribués au titre des contrats d'assurance-vie (+4,7 % en 2010 après -2,0 %), suite à la forte progression des souscriptions enregistrée tout au long de 2009. En revanche, les dividendes reçus par les ménages, assis sur les mauvais résultats des entreprises durant la récession, reculent plus nettement (-5,1 % après -2,7 %).

En 2010, les impôts sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages sont en hausse de 2,5 % après avoir baissé de 4,6 % en 2009. Cette hausse s'explique par la fin des mesures exceptionnelles d'allègement prises lors de la crise (suppression des deux derniers tiers de la première tranche d'imposition sur le revenu). Elle résulte aussi du redémarrage des revenus d'activité, qui génère dès 2010 un surplus de contribution sociale généralisée (CSG) et de contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). Par ailleurs, certains impôts sont relevés : le taux du forfait social est doublé, l'exonération de CSG dont bénéficiaient certains contrats d'assurance-vie à la succession est supprimée.

Les prestations sociales reçues par les ménages ralentissent (+3,4 % après +5,5 %). La non-reconduction du versement de primes exceptionnelles, versées dans le cadre du plan de relance en 2009, associée à la décélération des indemnités chômage et la moindre revalorisation des prestations familiales et vieillesse expliquent, pour l'essentiel, ce ralentissement. ■

### Définitions

**Pouvoir d'achat** : le pouvoir d'achat du revenu est la quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec le revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat peut augmenter.

**Revenu primaire** : revenu directement lié à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales. Ces revenus comprennent aussi des revenus de la propriété résultant du prêt ou de la location d'actifs financiers ou de terrains (intérêts, dividendes, revenus fonciers...).

**Déflateur, prestations sociales, revenu disponible brut des ménages (RDB), unité de consommation** : voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Les revenus d'activité des indépendants du commerce, de l'industrie, du BTP et des services en 2008 », *Insee Première* n° 1362, juillet 2011.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2011.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2011.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

## Du revenu primaire au revenu disponible brut des ménages

en % du revenu primaire

	1960	1970	1980	1990	2000	2009	2010
<b>Revenu primaire brut (en milliards d'euros)</b>	<b>34,3</b>	<b>92,9</b>	<b>340,6</b>	<b>753,9</b>	<b>1 058,3</b>	<b>1 415,2</b>	<b>1 438,3</b>
<b>Revenu primaire brut</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	33,7	27,6	20,9	20,3	19,8	19,2	19,0
Rémunération des salariés	61,2	67,1	73,3	71,2	71,5	71,9	72,2
Revenus du patrimoine	5,1	5,3	5,8	8,5	8,8	8,9	8,7
<b>- Transferts nets de redistribution</b>	<b>- 5,0</b>	<b>- 8,3</b>	<b>- 11,7</b>	<b>- 12,0</b>	<b>- 13,7</b>	<b>- 10,5</b>	<b>- 10,2</b>
Prestations sociales reçues	15,4	18,3	22,2	25,1	26,0	28,4	28,9
Cotisations sociales versées	- 16,7	- 21,3	- 27,5	- 30,5	- 27,5	- 28,2	- 28,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine	- 4,4	- 5,5	- 6,9	- 7,6	- 12,6	- 11,3	- 11,4
Autres transferts courants	0,7	0,2	0,5	0,9	0,4	0,6	0,6
<b>= Revenu disponible brut</b>	<b>95,0</b>	<b>91,7</b>	<b>88,3</b>	<b>88,0</b>	<b>86,3</b>	<b>89,5</b>	<b>89,8</b>
<b>Revenu disponible brut (en milliards d'euros)</b>	<b>32,6</b>	<b>85,2</b>	<b>300,6</b>	<b>663,2</b>	<b>913,3</b>	<b>1 267,1</b>	<b>1 292,1</b>

Champ : y compris entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Revenu disponible brut des ménages et évolution du pouvoir d'achat

en %

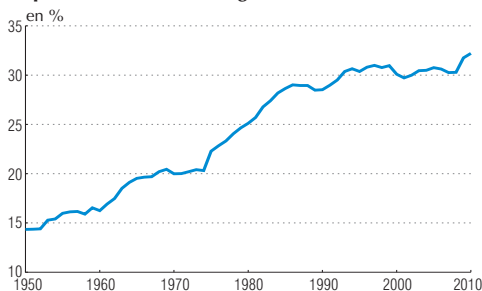
	1960	1970	1980	1990	2000	2009	2010
<b>Revenu disponible brut (RDB) en milliards d'euros</b>	<b>32,6</b>	<b>85,2</b>	<b>300,6</b>	<b>663,2</b>	<b>913,3</b>	<b>1 267,1</b>	<b>1 292,1</b>
Évolution du revenu disponible brut	11,5	12,5	13,5	6,2	5,5	0,6	2,0
Évolution du prix de la dépense de cons. finale des ménages	3,3	5,1	12,8	2,8	2,4	- 0,6	1,2
Évolution du pouvoir d'achat du RDB <sup>1</sup>	8,0	7,1	0,6	3,3	3,0	1,3	0,8
Évolution du pouvoir d'achat par personne	7,0	6,1	0,1	2,8	2,3	0,7	0,2
Évolution du pouvoir d'achat par ménage	6,9	5,1	- 0,8	2,1	1,6	0,2	- 0,2
Évolution du pouvoir d'achat par unité de consommation	7,1	5,8	- 0,3	2,6	2,2	0,6	0,1

1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

Champ : y compris entreprises individuelles.

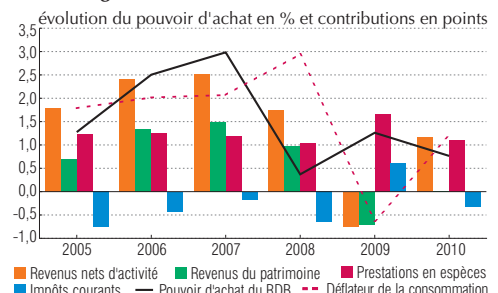
Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Part des prestations sociales dans le revenu disponible brut des ménages



Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

## Revenu disponible des ménages par habitant dans l'Union européenne en 2009

	Revenu médian		Revenu médian		Revenu médian			
	en euros	en SPA <sup>1</sup>	en euros	en SPA <sup>1</sup>	en euros	en SPA <sup>1</sup>		
Allemagne	18 586	17 959	<b>France</b>	<b>19 760</b>	<b>17 656</b>	Pays-Bas	20 156	19 232
Autriche	19 886	18 863	Grèce	11 496	12 629	Pologne	5 097	7 376
Belgique	19 313	17 495	Hongrie	4 739	6 838	Portugal	8 282	9 410
Bulgarie	2 828	5 753	Irlande	22 445	17 599	Rép. tchèque	7 295	10 107
Chypre	17 432	19 641	Italie	15 637	15 203	Roumanie	2 162	3 443
Danemark	24 933	17 848	Lettonie	5 474	7 325	Royaume-Uni	16 276	17 106
Espagne	13 300	13 978	Lituanie	4 815	7 306	Slovaquie	5 671	7 855
Estonie	6 209	7 992	Luxembourg	31 764	27 043	Slovénie	11 864	14 410
Finlande	20 962	17 282	Malte	9 933	12 855	Suède	21 248	18 768

1. Standard de pouvoir d'achat : monnaie commune artificielle garantissant une comparabilité de pouvoir d'achat des différentes monnaies nationales.

Source : Eurostat.